

DISCOURS DU MINISTRE JEAN-PAUL ADAM, PRÉSIDENT EN EXERCICE,
A L'OUVERTURE DE LA 28 SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES
DE LA COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN
A L'HOTEL EPHELIA
LE JEUDI 17 JANVIER 2013

Monsieur le Président

Monsieur Mancham

Mesdames et Messieurs les Ministres

Distingués Invités

Mesdames et Messieurs

Vous devinez sans doute mon plaisir de vous retrouver quelques semaines seulement après la célébration des 30 ans de notre organisation, et de vous accueillir à l'occasion de cette session ministérielle, en clôture de la présidence seychelloise. Mais avant tout, permettez-moi tout d'abord, au nom de la COI, de tous les Chefs de délégation ici présents et au mien propre, de remercier le Président James Michel, de l'honneur qu'il a bien voulu nous faire en acceptant de présider, malgré ses lourdes charges, la cérémonie d'ouverture de cette 28ème session Ministérielle que je pressens féconde.

J'accueille avec sympathie les représentants de l'Union Européenne, de la Chine, de l'Australie, de l'Inde, de la Banque Africaine de Développement, de l'Agence Française de Développement, du COMESA, de la SADC, de l'Indian Ocean Rim, c'est à dire nos partenaires toujours présents et dynamiques dans nos efforts de développement.

Je m'autorise à lire dans votre présence à tous, aux Seychelles, un message du destin et de l'histoire, celui d'une sous région où lentement mais sûrement un nouveau monde prometteur est en train de se dessiner.

Excellences, mesdames et messieurs,

Avant de faire une synthèse des principaux axes de notre présidence, il me faut saluer la détermination et l'efficacité de l'équipe du secrétariat de la COI, ainsi que le Comité des OPL qui ont assidument appuyé nos efforts.

Quelle chance et quel bonheur pour un Président en exercice de pouvoir réunir et travailler avec deux Secrétaires généraux présents à la naissance de l'organisation, qui se sont succédés et qui œuvrent encore à des degrés différents au fonctionnement et à l'avenir de nos îles.

Je veux parler de Monsieur Callixte d'Offay aujourd'hui Ambassadeur auprès des îles de l'Océan Indien et Monsieur Jean-Claude de l'Estrac, notre actuel Secrétaire général. Je ne saurais passer sous silence leur

engagement et leur professionnalisme au service de la COI. Permettez-moi donc de saisir cette occasion pour leur exprimer ma gratitude pour la qualité de leur travail et l'efficacité de leur contribution.

Chers amis ministres et chefs de délégations,

Je voudrais profiter de cette occasion pour vous remercier sincèrement de votre soutien pendant notre mandat. Je suis heureux d'avoir pu visiter les 5 états de notre organisation, visites au cours desquelles j'ai eu l'occasion de vous parler ouvertement et sans complexe des défis de nos pays, et comment les surmonter.

J'ai particulièrement apprécié les moments où nous avons pu nous rencontrer en marge des grandes réunions multilatérales, notamment à l'Union Africaine, où ensemble nous avons œuvré afin de créer les conditions propices permettant à l'Afrique de mobiliser le potentiel de notre océan. Ce sont nous les insulaires, qui sont les gardiens de cet espace océanique, et nos efforts au sein de la COI, sont partie intégrante d'une action beaucoup plus large visant mobiliser l'énorme potentiel de l'économie verte et l'économie bleue.

Excellences, mesdames et messieurs,

En ce moment, notre organisation s'efforce non seulement de promouvoir nos intérêts en tirant partie de la mondialisation dont on connaît certains des effets néfastes sur nos économies, mais aussi de créer les conditions favorables afin de la transformer en une opportunité pour nos Etats.

Nous pouvons voir cette tendance dans l'envergure de nos projets, mais aussi dans le rôle que notre organisation joue afin de trouver des solutions aux problèmes politiques majeurs de la région.

En effet, est-il utile de dire qu'une solution durable à la situation instable de Madagascar est prometteuse de multiples opportunités pour notre région ! Notre volonté pour le renforcement de la paix et la normalité constitutionnelle dans cette île sœur, s'est manifestée à travers plusieurs missions dans le pays et avec l'organisation à Mahé de deux rencontres sous l'égide du Président Michel et du Président Jacob Zuma de l'Afrique du Sud. La porte de sortie de crise qui était fermée s'est grandement ouverte. Et c'est avec beaucoup de plaisir que nous avons accueilli hier la décision du Président de la Transition, S.E M. Andry Rajoelina, de renoncer à participer aux prochaines élections présidentielles. Une décision venant quelques semaines seulement après celle du Président Marc Ravalomanana allant dans le même sens. Nous sommes heureux que cette proposition faite par la COI, par le biais de la SADC, trouve une telle issue heureuse.

La COI doit poursuivre ses efforts pour la mise en œuvre de la feuille de route de la SADC, et veiller à ce que les élections soient crédibles et se déroulent dans la paix et la sérénité. Dans la même veine, elle doit exhorter tous nos partenaires à apporter leur appui au financement desdites élections et, par la même occasion, réitérer notre soutien au calendrier déjà arrêté par la Commission Electorale nationale Indépendante de la Transition (CENIT).

C'est le lieu pour moi de saluer l'engagement et le leadership des états membres de la COI, notamment l'île Maurice, qui a apporté une contribution de 500,000 USD, récemment annoncé par le Premier ministre, S.E M. Navin Ramgoolam. Je voudrais également remercier la France et l'Australie de leur soutien financier, ce qui fait que la COI contribuera avec une enveloppe de plus d'un millions d'Euros à ces élections.

Excellences, mesdames et messieurs,

En prenant le relai de la présidence de notre organisation en octobre 2011, en plus de nos actions en faveur de Madagascar, nous avons focalisé notre attention sur 5 axes stratégiques:

1. La sécurité maritime
2. La revitalisation des décisions importantes du Colloque de Victoria en 2008, et le positionnement de la COI
3. Travailler pour faire accepter un traitement différencié des Petits Etats Insulaires en Développement auprès des grandes institutions internationales
4. renforcer nos partenariats notamment par l'obtention d'un statut d'Observateur auprès de l'Union Africaine, et
5. Favoriser le développement de la coopération commerciale et du Transport inter-iles

Aujourd'hui, je peux dire non sans fierté, qu'un travail appréciable a été abattu pour faire de la COI une organisation régionale crédible sur laquelle nous pouvons désormais compter pour faire entendre la voix de nos différentes îles dans le dialogue international sur les questions d'environnement, d'énergies renouvelables, de pêche et d'économie bleue, dans une perspective de développement durable.

En effet, forte de son statut d'observateur auprès des Nations Unies et l'Union Africaine, en sus de son rôle dans le cadre de l'intégration régionale au sein du Comité Interrégional de Coordination, la COI se positionne désormais comme le chef de file des défenseurs des intérêts des Petits Etats Insulaires en Développement. C'est dans ce contexte que la COI a contribué au dialogue et aux politiques menés dans le cadre du projet ISLANDS, et ainsi contribué d'une manière significative à la Conférence des Nations Unies Rio+20.

C'est dans ce contexte également, qu'en partenariat avec la CNUCED en matière d'économie et de commerce, la COI a réuni des experts internationaux pour réfléchir à des recommandations de mesures concrètes pour réduire leurs vulnérabilités. Dans la même lancée, un accord de contribution financière a été signé entre l'Union européenne et le Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (UNDESA) pour aider nos îles à développer et rendre opérationnel un système de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice. Cet accord marque une étape importante pour le projet PEID, démarré en août 2011, et financé à hauteur de 10 millions d'euros par l'Union européenne.

Concernant l'axe relatif au renforcement de la sécurité maritime, l'établissement à présent d'une Cellule Anti Piraterie aux Seychelles et la mise en place d'un réseau permettant l'échange d'informations entre les pays et les agences de la région ont contribué incontestablement à renforcer la mobilisation de tous, et canaliser les efforts des pays et organisations de la région de l'Océan Indien et d'ailleurs.

C'est le lieu pour moi d'adresser mes sincères remerciements à tous les pays, toutes les institutions et organisations, pour leur appui dans cette lutte. Je fonde l'espoir que leur contribution ne nous fera pas défaut dans la poursuite de la lutte pour la réappropriation totale et effective de nos mers.

Dans cette lutte contre la piraterie, la mobilisation régionale doit se poursuivre et s'amplifier. Dans ce contexte, les Seychelles seraient très heureuses d'accueillir dans un très proche avenir une réunion des Points Focaux Nationaux, au niveau de l'AFOA.

En ce qui concerne le Transport inter-iles et la coopération commerciale notamment le renforcement de la coopération entre les autorités d'aviation civile et les compagnies aériennes, il faut dire que la COI a réussi à tisser et continue de développer avec les partenaires au développement et les communautés économiques amies comme l'Union Européenne, la BAD, l'Agence Française de Développement, la SADC, le COMESA, pour ne citer que ceux-là, une coopération dynamique et fructueuse. Les démarches pour la mise en place d'un système de cabotage progresse bien au regard de la volonté manifestée par les principales parties prenantes concernées par le transport maritime, lors de l'atelier organisé à Maurice, en septembre dernier.

Ce partenariat qui s'inscrit dans la dynamique de création d'un Espace Economique et Commercial d'échanges renforcés entre nos iles est confortée par la décision de la Tripartite (COMESA SADC-EAC) qui se dit prête à aider la COI à mettre en place un corridor commercial dans le Sud-ouest de l'océan Indien.

Toutes ces évolutions soulignent le rôle de levier de l'intégration sous-régionale, puis régionale, que la COI entend jouer, selon les aspirations de ses membres et les attentes du secteur privé.

En jouant la carte du rapprochement avec d'autres organisations régionales, nous cherchons à approfondir les échanges, à l'exemple du rapprochement entre la COI et l'Indian Ocean Rim Association. Le statut d'observateur mutuel entre nos deux organisations nous permettra de mieux prendre en compte les ambitions et les activités de l'autre.

Sur le plan du tourisme, la conférence ministérielle du 12 novembre dernier sur le tourisme et le transport aérien que j'ai eu l'honneur d'ouvrir officiellement à La Réunion, a permis de jeter les bases d'un renforcement de la stratégie de coopération touristique par le développement d'une synergie régionale.

En tout cas une chose est sûre, c'est que le concept Iles Vanille est aujourd'hui une réalité et nous pouvons tous être fiers de constater que les Iles vanille se sont constituées en une association à part entière avec son siège à La Réunion. Cette association a désormais vocation à se trouver au carrefour de

nombreux acteurs institutionnels, locaux, nationaux, internationaux, et de différentes politiques de développement.

Mesdames et Messieurs,

Notre sous-région a paru longtemps hésiter entre la tentation du repli sur soi et l'incontournable nécessité de bâtir l'intégration et le rapprochement. Mais il ne devrait subsister le moindre doute dans nos esprits, que seule la coopération régionale renforcée, l'intégration, peut nous permettre de devenir une importante destination pour les investissements, le chantier de construction d'économies bleue et d'énergies renouvelables, et le lieu où le bien être de nos populations a des chances de prospérer. J'exhorte le Conseil des Ministres à faire preuve d'imagination, de hardiesse et de sagesse pour continuer à traduire les orientations données en actions concrètes afin qu'à la face du monde, il soit acquis, qu'une nouvelle force émerge dans l'Océan Indien.

Il n'y a pas de grande réalisation qui n'ait d'abord été utopie.

La COI vaincra !

Je vous remercie de votre attention!
